



## L'ombre des enjeux de politique étrangère dans les élections de mi-mandat

**JULIEN TOURREILLE**

*Directeur adjoint de l'Observatoire sur les Etats-Unis,  
Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques  
[tourreille.julien@uqam.ca](mailto:tourreille.julien@uqam.ca)*

Lors des élections de mi-mandat de novembre 2006, la situation en Irak avait grandement contribué à la défaite des Républicains et de George W. Bush. Aucun élément de l'agenda international du président Obama ne devrait avoir un tel impact cette année. Les dossiers de politique étrangère sont en effet largement absents de la campagne pour les élections de mardi prochain. Dans le contexte de morosité économique qui sévit actuellement aux Etats-Unis, où le taux de chômage avoisine les 10 %, cette situation n'est guère surprenante. L'économie est la première préoccupation des électeurs américains. La politique étrangère de Barack Obama n'est cependant pas totalement indépendante, ni isolée du scrutin du 2 novembre et de ses résultats.

### Des enjeux majeurs éclipsés

Deux des enjeux les plus pressants de la politique étrangère américaine depuis le début des années 2000, l'Afghanistan et l'Irak sont nettement absents des débats dans le cadre des élections de mi-mandat. La baisse drastique du nombre de soldats tués et la fin de la mission de combat le 31 août 2010 (il reste tout de même 50 000 soldats américains déployés sur le territoire irakien) ont fait disparaître l'Irak des préoccupations de la population américaine.

Après en avoir fait un élément majeur de sa campagne pour l'élection présidentielle de 2008 et décidé de l'envoi de dizaines de milliers de soldats supplémentaires au cours de l'année 2009, l'Afghanistan est le principal dossier de politique étrangère de l'administration Obama. Il est également le plus délicat. Comme le montre l'ouvrage de Bob Woodard, *Obama's Wars*, l'élaboration de la stratégie afghane du président Obama a suscité de vives discussions et de profondes dissensions au sein de son administration, que ce soit entre les membres de l'équipe de politique étrangère du président ou entre civils et militaires<sup>1</sup>. De plus, le sujet est sensible vis-à-vis d'une opinion publique américaine lassée par un conflit qui dure depuis près d'une décennie, dont l'issue demeure largement incertaine et dans lequel les pertes américaines ont lourdement augmenté. L'électorat démocrate de Barack Obama pourrait ainsi être le plus mal à l'aise et le plus déçu sur cet enjeu, manifestant sa désaffection dans les urnes le 2 novembre prochain.

Or, l'Afghanistan demeure nettement en retrait dans les débats de la campagne électorale en cours, pour trois raisons majeures. Premièrement, les questions de politique étrangère, même l'Afghanistan où 100 000 soldats américains sont déployés, ne figurent pas parmi les

préoccupations de l'électorat. L'économie et le chômage retiennent l'attention de la population américaine actuellement.

### Les principaux enjeux selon l'électorat américain, en %

Système de santé	3
Déficit budgétaire	3
Éducation	2
Économie	32
Immigration	2
Défense	2
Emploi	28
Afghanistan	1
Terrorisme	1

Source : Sondage réalisé par *The New York Times* / *CBS News*, 15 septembre 2010

Deuxièmement, les Républicains partagent pour l'essentiel le point de vue de l'administration Obama sur l'Afghanistan. Ils n'en font donc pas un enjeu politique décisif dans la perspective des élections de mi-mandat. En effet, les Républicains sont dans leur ensemble favorables à la stratégie de « sursaut » décidée par Barack Obama en décembre 2009 et ils apparaissent prêts à soutenir toutes les demandes que pourra formuler le Général David Petraeus. Ce sont en fait les Démocrates qui se montrent les plus réticents vis-à-vis de l'Afghanistan et des gains républicains aux élections de mardi prochain ne nuiraient pas au président Obama sur ce dossier.

Troisièmement, il semblerait que la situation sur le théâtre afghan évolue de manière plutôt favorable pour les forces américaines et celles de l'OTAN. Impliquant l'envoi de 30 000 soldats américains supplémentaires, la stratégie de « sursaut » de Barack Obama est mise en œuvre sur le terrain depuis le début de l'été 2010. Cette stratégie met l'accent sur 122 districts du sud et de l'est de l'Afghanistan (sur un total de 400 pour l'ensemble du pays) où se concentre l'essentiel de l'activité des mouvements insurgés<sup>ii</sup>. Comme en Irak à partir de 2007, elle combine trois éléments essentiels<sup>iii</sup> : un effort accru dans la formation des forces de sécurité afghanes ; une hausse considérable des opérations militaires contre les insurgés<sup>iv</sup> ; et un appui au dialogue et à la négociation entre le gouvernement de Kaboul et les différents groupes insurgés<sup>v</sup>. Orchestrée par le Général David Petraeus, qui a succédé en juin dernier au Général Stanley McChrystal limogé pour avoir tenu des propos peu flatteurs à l'endroit de certains membres de l'administration Obama dans une entrevue au magazine *Rolling Stone*, cette stratégie semble produire quelques résultats prometteurs. C'est le cas par exemple dans le district de Marja, dans la province d'Helmand, où une opération d'envergure menée par les militaires américains depuis février 2010 a permis d'améliorer la sécurité et de réintroduire des représentants du gouvernement afghan<sup>vi</sup>.

## Soldats américains tués en Afghanistan, au 25 octobre 2010

2001	12
2002	49
2003	48
2004	52
2005	99
2006	98
2007	117
2008	155
2009	312
2010 (au 25 octobre)	395

Source : [www.icasualties.org](http://www.icasualties.org)

La situation en Afghanistan reste toutefois extrêmement précaire et incertaine. En effet, au-delà de l'amélioration de la performance des forces américaines sur le terrain, des problèmes fondamentaux tels que l'efficacité des forces afghanes de sécurité, la légitimité du gouvernement Karzaï, et le double jeu persistant du Pakistan, doivent encore être réglés. La multiplication des articles plus optimistes dans la presse américaine au cours des dernières semaines représente malgré tout une bouffée d'oxygène bienvenue pour l'administration Obama. 48 % des Américains soutiennent la politique d'Obama vis-à-vis de l'Afghanistan, contre 34 % qui s'y opposent<sup>vii</sup>.

### Des dossiers importants en suspens

Plusieurs dossiers importants de politique étrangère sont par ailleurs en suspens à cause des élections de mi-mandat. C'est le cas par exemple du traité START de limitation des arsenaux nucléaires. Signé en avril dernier par les présidents américain et russe, il n'a toujours pas été ratifié par le Sénat américain. Il n'est pas acquis que cette ratification ait lieu après les élections du 2 novembre dans le cadre d'une session du Sénat sortant. Une ratification par le nouveau Sénat qui siégera à partir de janvier 2011 n'est pas acquise non plus. En effet, si le sénateur républicain Richard Lugar, le principal sénateur républicain siégeant à la commission des affaires étrangères du Sénat, est favorable à ce traité et à sa ratification, le parti républicain apparaît plus divisé. Outre le sénateur Lugar, des personnalités républicaines majeures comme les anciens secrétaires d'État Henry Kissinger et George Shultz se sont prononcées en faveur de ce traité. Or, une minorité active au sein du parti, emmenée notamment par le sénateur de l'Arizona Jon Kyl<sup>viii</sup>, conteste ce traité START. Cette contestation ne semble pas cependant être une opposition fondamentale. Elle apparaît davantage comme une manœuvre politicienne destinée à priver le président Obama d'une victoire diplomatique significative et à négocier le ralliement des républicains du Sénat en contrepartie d'un engagement de l'administration Obama à augmenter les sommes allouées à la modernisation de l'arsenal nucléaire des Etats-Unis<sup>ix</sup>.

Les discussions entre Israéliens et Palestiniens apparaissent également suspendues jusqu'à l'issue des élections de mi-mandat aux États-Unis<sup>x</sup>. Après des mois d'efforts laborieux et de recul par rapport aux ambitions et à la fermeté affichées par Barack Obama dans son discours du Caire de juin 2009, les États-Unis étaient parvenus à relancer un dialogue direct entre Israéliens et Palestiniens au début de cet automne. Cette reprise des discussions ne fut que de courte durée. Elles sont en effet arrêtées depuis le refus du gouvernement Netanyahu de prolonger le gel de la colonisation en Cisjordanie, malgré les garanties présentées au gouvernement israélien par l'administration Obama<sup>xi</sup>. Les protagonistes israéliens et palestiniens attendent de voir qu'elle sera la situation politique et la stratégie de l'administration Obama au lendemain des élections de mi-mandat. L'administration Obama cherche quant à elle à éviter un échec complet et une confrontation ouverte avec Israël d'ici le 2 novembre. Elle préparerait également un plan B consistant non plus à jouer les intermédiaires en Israéliens et Palestiniens afin que ceux-ci reprennent des négociations directes, mais à proposer des solutions aux questions essentielles que sont les frontières, la sécurité, Jérusalem, et les réfugiés. La position américaine dans ce dossier semble toutefois fragilisée par des dissensions internes à l'administration Obama illustrées par le départ récent d'un membre important de l'équipe de l'envoyé spécial américain au Moyen-Orient, George Mitchell<sup>xii</sup>.

### **Quelle politique étrangère après le 2 novembre ?**

En attendant de connaître l'ampleur des gains que pourraient réaliser les Républicains lors du scrutin de mardi prochain, il est important de conclure sur un élément : quelle sera la position des Républicains vis-à-vis de la Maison-Blanche sur les questions de politique étrangère ? Alors que la frange la plus conservatrice du parti républicain est actuellement la plus proactive, les Républicains qui seront élus au Congrès mardi prochain seront tentés de s'opposer directement et durement à l'administration Obama sur les dossiers de politique intérieure, tels que l'économie, le déficit ou l'assurance-maladie.

En matière de politique étrangère en revanche, les Républicains ne semblent pas avoir de ligne directrice claire. Il n'y a pas aujourd'hui au sein du parti républicain de consensus sur ce que devrait être la politique étrangère des États-Unis. Il existe encore au sein du parti une aile modérée privilégiant une approche nuancée, prudente, en d'autres termes réaliste, des relations internationales. Cette école de pensée ne fait cependant plus autorité chez les Républicains. En effet, certains membres du parti sont partisans d'un engagement très limité sur la scène internationale, relevant d'un quasi-isolationnisme. D'autres privilégient une politique « musclée » privilégiant la sécurité des États-Unis si nécessaire par le recours à l'intervention armée. D'autres enfin, particulièrement parmi les adhérents au mouvement du *Tea Party* n'ont pas vraiment d'idées en matière de politique étrangère.

Comme pour la majorité de l'opinion publique américaine, la politique étrangère ne constitue actuellement pas une priorité pour les Républicains. C'est donc un domaine dans lequel Barack Obama pourrait disposer d'une certaine marge de manœuvre s'il se trouve confronté à un Congrès à majorité républicaine après le 2 novembre. La Maison-Blanche d'Obama et un Congrès républicain devraient être en mesure de s'entendre sur l'Afghanistan et même sur la ratification du traité START. L'entente pourrait en revanche être plus difficile sur des dossiers comme la Chine, la lutte contre les changements climatiques ou encore l'immigration avec pour risque de paralyser la politique étrangère américaine sur ces enjeux.



---

<sup>i</sup> Bob Woodward (2010). *Obama's Wars*, New York, Simon & Schuster

<sup>ii</sup> Michael O'Hanlon, « Staying Power : The U.S. Mission in Afghanistan Beyond 2011 », *Foreign Affairs*, septembre / octobre 2010.

<sup>iii</sup> David Ignatius, « Rewriting the Playbook in Afghanistan », *The Washington Post*, 19 octobre 2010.

<sup>iv</sup> Carlotta Gall, « Coalition Forces Routing Taliban in Keys Afghan Region », *The New York Times*, 20 octobre 2010 ; Fred Kaplan, « New weapon systems – and, even more, improved intelligence – may be giving Americans an edge in Afghanistan », *Slate.com*, 21 octobre 2010.

<sup>v</sup> Dexter Filkins, « Taliban Elite, Aided by NATO, Join Talks for Afghan Peace », *The New York Times*, 19 octobre 2010.

<sup>vi</sup> Max Boot, « Afghanistan : The Cas for Optimism », *Commentary*, 2 septembre 2010.

<sup>vii</sup> *The New York Times/CBS News*, « Poll: Mood of the Country as Midterms Approach », 15 septembre 2010.

<sup>viii</sup> Jon Kyl, « The New Start Treaty: Time for a Careful Look », *The Wall Street Journal*, 8 juillet 2010.

<sup>ix</sup> James Lindsay, « Foreign Policy Sideline in Midterms », *cfr.org*, 15 septembre 2010.

<sup>x</sup> Laura Rozen, « Holding pattern : Middle East peace track at impasse until after midterms », *politico.com*, 19 octobre 2010.

<sup>xi</sup> Thomas Friedman, « Just Knock It Off », *The New York Times*, 19 octobre 2010.

<sup>xii</sup> Stephen Walt, « A meaningless departure : Rudman out ; Middle East folly continues », *foreignpolicy.com*, 18 octobre 2010.